

Paris, le mercredi 12 septembre 2012

Communiqué de presse

Les Présidents des Régions, reçus aujourd'hui par le Président de la République, se félicitent de la confiance retrouvée avec l'Etat.

Cette réunion et la déclaration commune adoptée conjointement marquent un tournant historique dans les relations entre l'Etat et les Régions. Pour la première fois, les Régions ont été reçues à l'Elysée pour une réunion de travail avec le président de la République, le Premier ministre et la moitié du gouvernement.

Dans un hommage à l'intelligence des territoires, le président de la République a reconnu le rôle de chef de file des Régions pour le développement économique, la formation, le soutien aux PME.

La gravité de la situation économique exige un engagement total de tous les territoires et de tous les acteurs au service du redressement productif. Les Régions se mobiliseront au côté de l'Etat pour la croissance et l'emploi, à travers 15 engagements sans précédent, qui préfigurent le nouvel acte de décentralisation.

La Banque publique d'investissement sera ainsi fondée sur un partenariat entre les Régions et l'Etat. Comme elles le demandaient les Régions présideront les comités d'orientation de la BPI, au niveau national comme au niveau régional. Elles créeront avec la banque des plateformes communes d'accueil des entreprises pour tous leurs besoins de financement (prêts, garanties, fonds propres).

L'Etat confiera aux Régions la gestion des fonds européens, en particulier en matière de développement économique, de formation, d'innovation et d'aménagement du territoire. Ce transfert sera expérimenté dès le 1er janvier 2013 par les Régions qui le souhaiteront, renforçant leur capacité d'intervention pour la croissance et l'emploi. Le président de la République a d'ailleurs souligné la capacité créative des collectivités qui impulsent et expérimentent des politiques innovantes. Il s'est déclaré tout à fait favorable à la poursuite du processus de consultation lancé par la Région Alsace en vue de sa fusion avec les départements.

.../...

Une stratégie nationale de l'innovation sera déclinée dans les territoires, et animée par un comité de pilotage présidé par les Régions. Par ailleurs, l'Etat et les Régions s'engagent à garantir le financement des pôles de compétitivité sur les trois prochaines années.

Face à l'urgence du chômage, l'Etat et les Régions agiront ensemble pour l'emploi et la formation des jeunes sans qualification, notamment à travers la mise en place des contrats d'avenir et de génération. Avancée majeure, les Régions piloteront le service public de l'orientation. Les Régions verront leurs responsabilités renforcées en matière de formation des demandeurs d'emploi, des travailleurs handicapés, des détenus, des migrants et de lutte contre l'illettrisme.

Afin de poursuivre dans cette mobilisation collective, l'Etat et les Régions ont convenu d'organiser trimestriellement des réunions entre le Premier ministre et les présidents des Régions.